

Statement

Discours

Department of  
External  
Affairs



Ministère des  
Affaires  
extérieures

89/33

SOUS RÉSERVE DE MODIFICATIONS

CONFÉRENCE POST-MINISTÉRIELLE DE L'ASEAN

BANDAR SERI BEGAWAN

DÉCLARATION DU TRÈS HONORABLE JOE CLARK,  
SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES

À LA RÉUNION DES SIX PLUS SIX

BANDAR SERI BEGAWAN (BRUNEI DARUSSALAM)

Le 6 juillet 1989

Secretary of State  
for  
External Affairs

Secrétaire d'État  
aux  
Affaires extérieures

Canada

Votre Altesse Royale, honorables ministres, amis et collègues.

Je vous remercie, Votre Altesse, pour vos chaleureuses paroles de bienvenue. C'est pour moi un grand plaisir de me trouver ici, à Brunei Darussalam, avec vous tous, vos collègues de l'Asean et vos autres partenaires dans ce dialogue.

C'est la cinquième conférence post-ministérielle à laquelle il m'est donné le privilège de participer personnellement. J'ai à ce niveau une expérience pratiquement aussi longue que celle de Votre Altesse et que la vôtre, Monsieur le Maréchal. Pour le Canada, l'ASEAN constitue un instrument précieux permettant d'assurer le développement économique et la sécurité régionale.

Le Canada s'est intéressé à l'Asie avant même de devenir une confédération, il y a plus d'un siècle. En tant qu'ancienne colonie, nous avons toujours aidé les nations de l'ASEAN à passer la difficile, mais passionnante période de transition menant à l'indépendance. En tant que pays du Commonwealth, nous avons participé, à la fin des années 1940, à la mise au point du plan Colombo - l'effort de coopération multilatérale peut être le plus important de notre ère.

Notre participation aux commissions internationales de supervision et de contrôle, de 1954 à 1973, nous a enseigné des leçons qui nous servent aujourd'hui alors même que se présentent à nous de nouvelles perspectives d'une situation politique durable et globale en Indochine.

Le Maréchal Siddhi se rappellera qu'en 1979 à Genève, le Canada avait été, à la première Conférence sur les réfugiés indochinois, le premier pays à s'engager à réinstaller les réfugiés. Nous poursuivons nos efforts dans cette voie. À la conférence qui s'est tenue à Genève le mois dernier, sous la présidence extrêmement compétente de M. Dato Abu Hassan, l'honorable Barbara McDougall a annoncé que le Canada s'engage à réinstaller au cours des trois prochaines années au moins 16 000 réfugiés dont les dossiers sont depuis longtemps en attente. Jusqu'ici, plus de 125 000 réfugiés vietnamiens ont été accueillis au Canada.

Les relations du Canada avec les pays du Pacifique n'ont cessé de croître depuis le plan Colombo. La région Asie-Pacifique est à présent le principal partenaire commercial du Canada après les États-Unis. Hormis les échanges commerciaux avec ces derniers, 50 % du commerce du Canada, se fait en effet avec les nations de cette région dynamique. Pas moins de 50 % des personnes nouvellement immigrées au Canada viennent de pays de la région Asie-Pacifique, qui constitue pour notre pays la

principale source de néo-Canadiens. J'ai déposé récemment au Parlement un rapport sur les relations du Canada avec l'Asie. Il ressort inévitablement des sondages que j'ai effectués auprès de Canadiens que la présence du Canada dans la région du Pacifique s'affirme de plus en plus.

Votre Altesse, l'Asean a démontré à maintes reprises l'importance de la consultation et de l'action collective pour la poursuite d'objectifs communs. Les entretiens qui ont eu lieu dans le cadre de la Conférence post-ministérielle ont largement contribué à améliorer la compréhension et à faire avancer les objectifs auxquels nous aspirons tous en tant que sociétés ouvertes, tolérantes et fidèles à nos engagements envers la paix et la prospérité.

Le Canada croit fermement aux avantages d'une action collective, l'un des principes fondamentaux de la Charte des Nations Unies. La politique étrangère du Canada est fondée sur le multilatéralisme. Nous sommes convaincus que la meilleure façon de protéger l'influence et l'indépendance de notre pays est de faire cause commune avec les autres.

Nous nous réjouissons par conséquent des propositions faisant appel à une plus grande coopération entre les nations du Pacifique. Nous ne devons pas remonter très loin dans l'histoire pour trouver des exemples de périodes de prospérité venues à leur déclin par suite d'un sentiment de suffisance et d'un manque de perspicacité quant à la façon d'envisager les systèmes futurs, ces mêmes systèmes qui sont aujourd'hui à la base de la paix et de la prospérité.

Nous estimons au Canada que le moment est venu de faire fond sur le succès de ce forum et d'autres tribunes du même genre pour multiplier les domaines dans lesquels, les nations réunies autour de cette table ainsi que d'autres nations ayant des vues et des valeurs similaires, peuvent consolider les gains du passé et planifier un avenir plus prospère. J'attends avec impatience de participer aux débats qui auront lieu au cours des deux prochains jours à propos de cette question tout à fait opportune.

Votre Altesse, il ne faut pas chercher très loin pour voir que la stabilité de la région est menacée. Toutefois, je suis encouragé par les récents événements survenus au Cambodge et par le chemin parcouru vers l'instauration de la paix. Nous appuyons fermement les efforts du Prince Sihanouk pour réaliser la réconciliation durable du peuple cambodgien. Par ailleurs, les activités menées en Asie, notamment les suites données par son Excellence Ali Alatas à la réunion informelle de Jakarta auront une influence décisive sur le succès des efforts en ce sens.

Alors que la situation au Cambodge occupe une place prioritaire au calendrier de nos discussions et que les événements de l'année dernière laissent entrevoir des possibilités de règlement, la tournure récente de la situation en Chine jette une ombre inquiétante sur la région. Les Canadiens ont été bouleversés et outrés par le massacre de la place Tiananmen et par la campagne de répression qui a suivi. Nous avons tenu de multiples consultations au pays et à l'extérieur quant à l'attitude à adopter face à la nouvelle et changeante réalité politique de la Chine. Vendredi dernier, j'ai annoncé l'adoption d'un ensemble de mesures niant l'affirmation de la Chine selon laquelle les affaires suivent leur cours habituel, tout en ayant pour but de préserver certains liens établis avec ce pays au cours de la dernière décennie par le gouvernement canadien, l'industrie et les universitaires, de mettre l'accent sur les échanges entre particuliers, enfin d'encourager la Chine à adopter une politique ouverte en matière de développement économique et d'user de modération dans ses politiques intérieures.

J'espère que comme celui de Toronto, le Sommet économique de Paris sera marqué par la réussite et la productivité. Il portera surtout sur la réduction des déficits budgétaires et commerciaux afin de maintenir une croissance globale non inflationniste. Par ailleurs, la dette, le commerce (notamment le commerce des produits agricoles) et l'environnement feront également partie des thèmes importants.

Il reste beaucoup à faire en ce qui concerne la dette. Cependant des progrès appréciables ont été accomplis au cours des discussions du FMI et de Banque mondiale, grâce à l'appui de principe donné au plan Brady. Un consensus assez général a maintenant été atteint quant aux grandes lignes du programme de financement du FMI en matière de réduction de la dette.

Des discussions plus récentes ont eu lieu sur la dette envers les banques commerciales des pays dont le revenu est moyen, et sur la dette publique des pays les plus pauvres. Il faut trouver des moyens qui soient acceptables par tous et raisonnables pour les pays les plus endettés. Le document sur la dette présenté au Sommet économique de Paris sera d'un grand intérêt pour nous tous et j'accueillerai avec plaisir les observations que vous voudrez bien me faire à la veille de cette réunion.

L'Uruguay Round des négociations commerciales multilatérales en est maintenant à la phase détaillée des négociations. Les résultats positifs de la réunion d'avril du Comité des négociations commerciales ont permis d'établir un cadre général de négociations et de fixer le calendrier pour chacune des questions inscrites au programme.

Toutefois, les difficultés qui ont empêché la conclusion de l'examen à mi-parcours des progrès réalisés commencé à la réunion ministérielle de Montréal, surtout en ce qui concerne l'agriculture, indique qu'il faudra faire preuve d'une volonté politique soutenue et obtenir l'appui du secteur privé si l'on veut que les négociations se terminent par une réussite d'ici la fin de 1990.

Les progrès accomplis jusqu'à présent dans ces négociations sont conformes aux priorités du Canada, qui sont partagées je crois en grande partie par nos partenaires de l'ASEAN. Ces priorités comprennent une réforme du commerce agricole, l'amélioration de l'accès aux marchés, le renforcement des règlements du GATT, l'instauration d'un mécanisme de règlement des différends plus efficace, et la création d'un milieu plus propice au commerce des services. Nous devons continuer à appuyer avec beaucoup de dynamisme les efforts qui se traduiront par des résultats positifs dans ces domaines prioritaires.

La question de l'environnement a été l'objet d'une ferme déclaration au Sommet économique de Toronto et le sujet occupera une place importante à celui de Paris. Toutes les nations doivent faire face au défi crucial qui consiste à poursuivre leurs activités économiques sans nuire à l'environnement au point de mettre l'humanité en danger. Le problème est complexe, surtout dans les pays en développement, et il exige une véritable coopération et une grande volonté politique.

Votre Altesse, ce sont là des questions d'une grande importance et je serai honoré d'en discuter pendant les deux prochains jours. Je suis certain que comme par le passé, nous partagerons le même point de vue sur de nombreux sujets. S'il se trouve que nous ayons quelques différences d'opinions sur certains points, notre compréhension et notre connaissance réciproques n'en seront que rehaussées. Ces échanges annuels sont pour moi, et j'espère que vous le voyez ainsi, une source d'inspiration et des occasions inestimables d'établir les principes qui nous permettront d'agir ensemble.

Monsieur le Président, je vous remercie.